

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

MARDI

23

DÉCEMBRE  
1975

N° 66

1,50 F

Belgique - Luxembourg : 15F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

## GISCARD, NOËL ET ET LA CRISE

Comme Noël approche, radio et télévision chantent la fraternité humaine. Sous prétexte des lumières de la fête et des vitrines chargées, on voudrait bien faire oublier les barrières entre riches et pauvres, entre patrons et ouvriers. Mais, cette année, il ne s'agit pas simplement du couplet traditionnel sur le bonheur de la fête qui unirait tous les hommes de par le monde. Car la campagne s'adapte ces temps-ci à la crise.

«On n'a pas arrêté, disent les journalistes, de parler cette année de la crise, et pourtant les Français n'ont jamais tant dépensé, ne sont jamais autant partis en vacances».

En quelque sorte, ce serait tout soudain l'abondance pour tout le monde ; la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs serait devenue une vue de l'esprit !

A l'évidence, cette campagne part d'une réalité pour en transformer complètement la signification. Il est clair en effet qu'en fin d'année, on fait tout, dans les foyers populaires, pour fêter, selon ses moyens, Noël et le Jour de l'An. Parce que ces jours-là, on se retrouvera en famille, on se fera des cadeaux ; on pensera avant tout aux enfants. Ils n'auront pas tout ce dont ils rêvent, tout ce qui s'étale aux vitrines, mais on leur offrira un jouet qui les rendra heureux.

Mais la propagande des moyens d'information, sous prétexte de l'augmentation globale de la consommation, crie donc immédiatement à la disparition des difficultés des travailleurs, du chômage, de l'inflation. Et c'est là le caractère particulièrement insultant de cette fable de Noël.

S'il y a, en effet, une meilleure table le jour de Noël, elle n'est pas la même partout. Des montagnes de nourriture gaspillée chez les bourgeois aux repas populaires de Noël, il y a un monde. Entre les privilégiés insolents qui partent dans les pays du soleil - ils ne sont que 7 000 - et les travailleurs qui profiteront de quelques jours de congé, il n'y a rien de commun.

Cette année, il y a au contraire, des difficultés encore plus grandes que l'an dernier pour des millions de travailleurs. Il y a les prix insolents des jouets inabordable. Il y a les familles d'un million et demi de chômeurs. Il y a les ravages du chômage partiel dans les paies...

Ainsi les aumônes de Giscard pour le Jour de l'An marquent bien les limites de la fraternité : 2 francs de plus pour les vieux, 15 centimes de plus sur le SMIC horaire !

Parler d'abondance dans ces conditions, de «frénésie de consommation», cela constitue une insulte aux travailleurs. Noël, qu'on fêtera dans les foyers populaires, ne peut être une fête, une vraie fête, tant qu'existe, produit inévitable du capitalisme, la hausse des prix, la baisse du pouvoir d'achat, le chômage.

Paul LEFORT

A RAZES DANS LA HAUTE-VIENNE

## les mineurs d'uranium sont prêts à réveiller au fond

Les mineurs d'uranium du CEA de Razes (Haute-Vienne) ne descendent plus à la mine. C'est la grève, pourquoi ? Dans la Haute-Vienne, les choix de la bourgeoisie française en matière d'énergie ont entraîné depuis deux ans, une relative embauche, mais parallèlement, la direction du CEA rentabili-

se. Qu'est-ce que cela veut dire ? D'une part, ce sont les activités de recherches (ainsi que les activités de construction de piles atomiques et de centrales) qui vont être confiés à Framatome, boîte sous licence américaine.

Aujourd'hui, les effectifs du CEA qui étaient en 68

de 31 000, sont passés à 25 000. 1 500 licenciements sont prévus à Pierrelatte, d'ici 1980. La rentabilisation, la restructuration, comme dans toutes les entreprises capitalistes, cela veut dire aussi pour les mineurs l'augmentation des cadences, les accidents qui se multiplient, l'attaque sur les salaires et

surtout la remise en cause des avantages acquis auxquels les mineurs tiennent car ils les ont obtenus au bout de luttes parfois longues.

C'est entre autres, pour le maintien et l'extension de ces avantages acquis que les mineurs d'uranium sont en lutte. Pour beaucoup, le problème n'est pas de quitter la mine mais d'y travailler sans risque, avec des salaires potables : «La mine chez nous, c'est un métier d'avenir, c'est pour l'énergie». «Ils ont choisi l'uranium parce qu'ils ne peuvent plus avoir le pétrole comme ils l'entendent, les pays arabes ne se laissent plus piller». «L'uranium, ça ne va pas durer, disent d'autres, ça sera vite épuisé mais il y a le charbon».

Lutte pour les revendications, débat sur l'énergie... dans ce petit village de Haute-Vienne, les mineurs d'uranium brisent le silence sur leurs actions.

Suite page 3



Chirac en Martinique

## dehors l'impérialisme français !



## les ministres de l'OPEP toujours détenus

Le commando qui avait investi le siège de l'OPEP à Vienne, dimanche, a obtenu lundi un avion pour se rendre à Alger avec ses otages, les ministres de l'OPEP qui tenaient leur réunion annuelle. En échange, ils avaient libéré tout le personnel autrichien qui était détenu. A l'arrivée à Alger, le ministre algérien était libéré. Il regagnait l'avion au moment où celui-ci repartait. A la suite de négociations entre les membres du commando et les autorités algériennes, tous les membres non arabes détenus en otage étaient libérés. L'avion avait quitté Alger pour une destination qui n'était pas encore déterminée.

Selon le chef du département politique de l'OLP, cette action « vise à détruire un instrument solide que détient le Tiers-Monde pour faire face aux monopoles et maintenir le prix du pétrole... Cette opération est dirigée contre les membres arabes de l'OPEP qui défendent leurs droits et veulent contrôler la totalité de leurs richesses nationales... L'impérialisme et le sionisme se tiennent derrière cette opération dont l'objectif est d'entraîner le démembrement de l'OPEP ».

De son côté, le Front Populaire pour la Libération de la Palestine, membre de l'OLP et que certains commentateurs ont présenté comme l'initiateur de cette opération déclarait qu'« il n'avait rien à voir avec l'opération de Vienne ».

Rappelons que le « bras de la révolution arabe », dont se réclame le commando, condamne « le complot visant à faire reconnaître la légalité de l'existence sioniste sur notre terre » ainsi que « toutes les formes de capitulation ».

la vie du journal

# DANS NOTRE COURRIER

tout ceci se passe dans une municipalité du P«C»F

Début août un «trou» de 7 184,80 F est découvert dans les recettes d'Etat civil de la mairie de la Mure. Depuis 72 c'est une municipalité à majorité révisionniste avec à sa tête, Mauberet, vieux militant du PCF.

Le 4 août, le percepteur se rend chez l'employée chargée de tenir les registres pour avoir des explications. L'employée Mme Schilione, déclare avoir trouvé un samedi après-midi de fin avril son tiroir ainsi que celui d'un bureau voisin ouvert et que dans le sien une importante somme d'argent avait disparu. Affolée et par peur d'être accusée, elle n'a rien dit. Son mari propose d'aller à la gendarmerie.

Le percepteur exige le remboursement du manquant, dit qu'il n'y a pas lieu de s'enlever et propose un compromis : «Je, sous-signée Schilione... que je n'ai pu expliquer l'origine du déficit de Trésorerie... je m'engage à rembourser cette somme sur la totalité de mon traitement mensuel mairie, et ceci jusqu'au solde...» Le percepteur avait bien pris soin de rappeler que le régisseur est responsable des fonds qu'il encaisse. Le maire aussitôt consulté, donne son accord à cet arrangement. Et parce qu'elle était responsable de l'argent, et sur le conseil du percepteur, de celui du maire, M et Mme Schilione acceptent.

## MAUBERET S'ACHARNE SUR MM SCHILIONE

Le 6, M. Schilione est convoqué à la mairie. En présence de son adjoint, M. Mauberet demande le remboursement immédiat de la somme et exige une lettre de démission de Mme Schilione, il l'informe en outre que la caisse de l'amicale des employés communaux a disparu. Mauberet propose à M. Schilione de demander à sa femme, qui est hospitalisée depuis le 4 août, si ce n'est pas elle qui a volé cet argent, soit 1 348 F.

Le lendemain 7 août, suite aux pressions exercées par le percepteur, le maire, et son adjoint, M. Schilione rembourse 7 184,80 F, qu'il a empruntés au grand-père de Mme Schilione. A cette occasion le maire renouvelle sa demande pour la démission de Mme Schilione et pour le vol, et insiste pour avoir une réponse rapide. M. Schilione lui affirme que sa femme n'a pas volé les 1 348 F, qu'elle refuse de signer sa lettre de démission, qu'elle remboursera les 7 184,80 F seulement parce qu'elle est responsable de la recette d'Etat civil. Il se rend à la gendarmerie pour expliquer les faits.

Le 8 août, M. Bonnier, trésorier de la caisse des employés communaux porte plainte pour le vol des 1 348 F ; il avait découvert le vol le 1er août. Il faut rappeler que tout ceci se passe dans une municipalité

PCF et ce n'est pas fini. Une vérification ultérieure montre qu'il manque encore 2 364 F dans les comptes de la recette d'Etat civil ! Prétendant toujours sa responsabilité, le maire contraindra Mme Schilione à rembourser cette somme.

Après une période d'affolement le couple Schilione consulte la CGT de la Mure dont un représentant du personnel communal, et des amis. Que dit la CGT : elle leur conseille de faire un don anonyme d'environ 1 000 F à la mairie et la plainte sera retirée... sans commentaire !

Sur le conseil de ses amis, Mme Schilione prend un avocat. Dans une lettre recommandée elle exige du maire le remboursement des 9 548,80 F qu'elle a versés au total comme le dit la lettre «sur votre insistance et du fait de votre puissant ascendant». M. Mauberet se trouve outragé par cette demande. D'autre part, comme il n'avait pu obtenir à l'amiable la démission de Mme Schilione, le 11 août, il lui fait savoir qu'il la convoque devant le conseil de discipline pour faute grave, et demande sa révocation.

Le conseil de discipline se réunit une 1ère fois et se déclare incompétent pour juger le manque d'argent, dit qu'il examinera seulement le travail de Mme Schilione. L'affaire est renvoyée. C'est vrai, Mme

Schilione avait du retard dans son travail, elle explique : «Les enfants sont souvent malades, moi-même depuis 73 où j'ai fait une fausse couche j'ai des problèmes de santé ; quand je suis absente on me remplace pour régler les questions urgentes, mais je dois remettre les dossiers à jour». M. Merle, adjoint au maire jusqu'en 71, précise : «Mme Schilione est employée à la mairie depuis 67, pendant quatre ans j'ai pu constater son assiduité au travail. En janvier 71, Mme Schilione a donné naissance à des jumeaux et depuis elle a des ennuis de santé. Le maire lui a infligé un avertissement en 72, un autre en 73. Je ne crois pas que ce soit à coups de blâmes ou de sanctions que l'on peut régler les problèmes».

A sa 2ème réunion, le conseil de discipline donne un blâme sévère à Mme Schilione. Le maire n'a pas obtenu sa révocation.

Celle-ci devait reprendre son travail le lundi 3 novembre ; le vendredi précédent, elle reçoit une lettre de la mairie. Mauberet, maire PCF de la Mure, a trouvé insuffisante la sanction infligée par le conseil de discipline pourtant composé de 3 maires dont 2 PCF et de 3 représentants du personnel communal (2 CGT et 1 FO) et d'un juge. Il l'a licencié. Un recours a aussitôt été engagé.

Corr. Grenoble

DEVEZ-VOUS CORRESPONDANT DU JOURNAL  
Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :  
QUOTIDIEN DU PEUPLE  
en téléphonant au :  
208 65 61 Paris  
de 8 h. 30 à 13 h.

## FRONT ROUGE

organe central du PCR (ml)

le numéro 2 est paru

passez vos commandes

LE NUMÉRO 5 F

FRONT ROUGE - BP 161  
75864 PARIS CEDEX 18  
CCP 31 191 14 La Source

## de Besançon...

Il s'agit d'une affaire concernant le fils d'une ouvrière de Bourgeois habitant le quartier de Montrapon.

Elle m'a dit : «Ce qu'il faudra dire dans l'article, c'est ça : ils nous laissent nous débrouiller toutes seules avec nos enfants quand ils sont petits, ils ne se demandent pas ce qu'ils deviennent les jours de congé quand on travaille ! Mais à 16 ans, quand ils pourraient commencer à nous aider, à travailler, et bien s'ils font une bêtise, là «on s'en occupe», et il faut voir comment !». «Tu diras aussi si les jeunes deviennent comme ça (délinquants), ce n'est pas de leur faute, ce n'est pas de la

notre non plus (comme on pourrait faire pour aller au boulot et encore s'occuper d'eux comme il faudrait !)».

Elle est ouvrière à Besançon, veuve depuis de nombreuses années, mère de famille nombreuse (7 enfants). Son fils le plus jeune, 16 ans, a, comme elle dit «fait une bêtise». Avec des copains, il a volé une mobylette et l'ont cassée (en la démontant). Sur le quartier, c'est chaque jour qu'ont lieu de tels vols, des effractions de cave, etc, mais là, sur une dénonciation il s'est fait piquer et le scénario habituel s'est déroulé : flics, juge pour enfants, et la décision de justice : le jeune est placé dans un centre à plusieurs

kilomètres de chez lui. Sa mère déclarée civilement responsable, doit rembourser la mobylette (3000F).

«3000 F, alors qu'avec les semaines de chômage partiel, je touche juste 1200 à 1300 F par mois ! Et dans la lettre, ils me menacent de me saisir si je ne paie pas tout de suite ! Mon fils, il a 16 ans maintenant ; il sort de l'école. Il aurait pu travailler, m'aider. Le placer ! C'est ça qui va changer les choses. C'est comme une prison. Sur le quartier, il y a 2 gamins qui sont dans un centre pareil. Sortis de là, ils ne leur reste qu'à recommencer ! Et pourquoi, ils me l'enlèvent ? Je n'ai pas pu l'élever jusqu'à présent ?

## la commission femme de la SESCOSEM

La commission femme (CGT-CFDT-non syndiquées) a fait une vente-expo de livres sur les femmes (leurs problèmes, etc.) et livres d'enfant, disques. Beaucoup de vente et de discussions. On a mis des panneaux expliquant la commission femmes, pourquoi cette expo, en précisant que l'on n'est pas des marchands, mais qu'on propose des bons bouquins peu connus qui dénoncent la condition des femmes dans cette société. Voici quelques bouquins qu'on a proposé : édition «des femmes» et autres... «La Mère ; Crie moins fort les voisins vont t'entendre ; Du

côté des petites filles ; La moitié du Ciel ; Femmes chinoises d'aujourd'hui ; C'est possible (Monique Piton) ;

Des livres d'enfant : chinois (Ali et son copain, je suis de service aujourd'hui) ; éditions des femmes (rose bonbonne, après le déluge).

Les disques aussi : Colette Magny (répression, etc.).

Nous avons fait la vente-expo aux heures des pauses, des repas, avec musique. La direction s'est élevée contre nous en disant que l'on semait la pagaie, que l'on était hystériques, etc., on nous a refusé la cantine, alors qu'il faisait

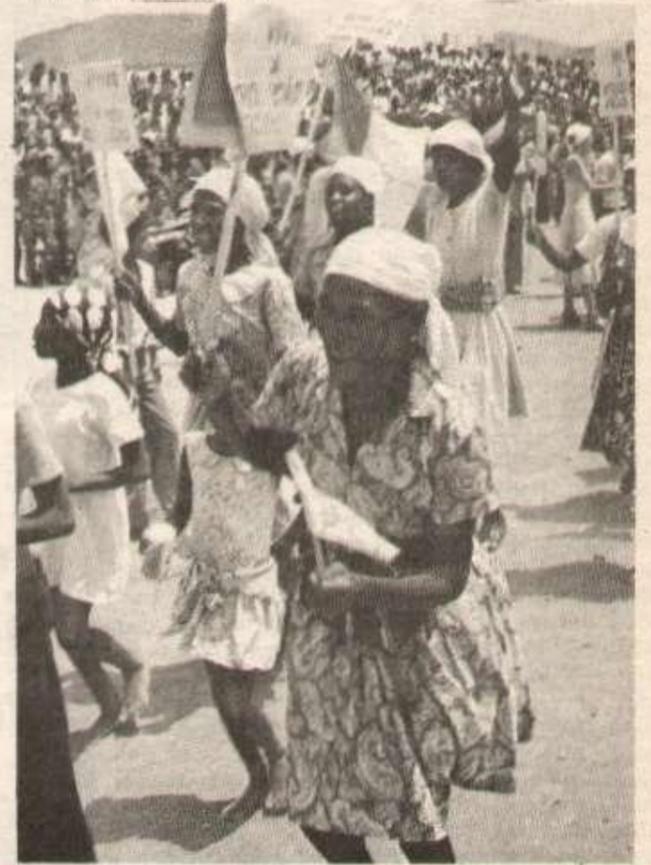
troid et que la CGT et la CGC ont le droit de faire leurs réunions hippiques ou vélo à la cantine. Nous, commission-femmes, nous semons la pagaie, nous sommes des éléments irresponsables.

Nous avons fait l'expo-vente devant la cantine avec un grand panneau expliquant pourquoi on était dehors, pourquoi la direction refusait la cantine alors que la commission femmes est reconnue au Comité d'Entreprise.

Résultat de la vente : 2000 F des ouvrières de la commission femmes. Sescossem-Grenoble

## pour soutenir le Quotidien du Peuple,

LES CARTES POSTALES REPRÉSENTANT LES FÊTES DE L'INDÉPENDANCE DE GUINÉE ET DU CAP-VERT SONT À VOTRE DISPOSITION.  
la carte en couleurs : 3 F



En raison des fêtes de Noël, le Quotidien du Peuple ne paraîtra pas le :  
jeudi 25 décembre

Le Quotidien du Peuple  
publication du PCR (ml)  
Adresse postale :  
BP 225 75 924  
Paris cedex 19  
CCP n°23 132 48 F Paris  
Directeur de publication :  
Y. CHEVET  
imprimé par IPCC Paris  
distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## UNE JOURNÉE AVEC LES GRÉVISTES DANS LES MINES D'URANIUM DE RAZES

Richard FEUILLET

sur toutes les bouches  
"C'EST LA GREVE, C'EST LA GREVE"

Nous quittons Limoges en voiture : très vite, nous atteignons les dernières maisons. La ville est bientôt loin derrière nous. La nationale s'engage maintenant dans la campagne enneigée, on aperçoit les lacs, les forêts nombreuses dans la région, les haies qui bordent la route. Par moment, c'est une ferme de paysans qui apparaît, haute, perdue dans la montagne. Nous sommes dans la Haute-Vienne, et nous nous dirigeons vers le pays minier et ses villages : Razes, la Crouzille... Là, quotidiennement, des centaines de mineurs de la région, venant même des départements alentour descendent dans la mine où l'on extrait l'uranium.

Il faut une demi-heure pour aller de Limoges à Razes, petit village minier. Nous descendons sur la place du village, où se trouve la mairie. Nous sommes au cœur du pays minier. Les modestes rayons du soleil hivernal n'arrivent pas à nous réchauffer. A quelques centaines de mètres, c'est la mine déserte, morte. Pas un bruit. Les «tracks», les «bulls», les pelleuses, qui habituellement creusent, chargent la terre, sont immobiles, figés, noyés dans la boue et l'eau stagnante de la mine. Le va-et-vient incessant des camions privés qui transportent le minerai a disparu ; le «chevalet», en haut de la colline qui, quotidiennement descend et remonte des centaines de mineurs d'uranium, est immobile, les treuils ne tournent plus. On n'entend plus le dynamitage de la roche.

Tout autour de la mine, les voitures de la gendarmerie tournent sans arrêt, inutiles. « C'est la grève ! » Sur toutes les bouches, ce mot jaillit, brutal : « c'est la grève ! C'est la grève ! » Elle a jaillit il y a trois semaines, dans le pays, début décembre. Elle est partie chez les «boute-feu» (ce sont les mineurs qui font sauter la roche à la dynamite), et s'est étendue très vite, jusqu'en Vendée. Non, vraiment, cela ne pouvait plus durer !

mentation de ces avantages, vu que le coût de la vie ne cesse d'augmenter. Mais en février 75, date à laquelle la direction s'engageait à satisfaire ces revendications, rien ne vient. Alors, aujourd'hui, c'est la grève de nouveau.

«ONMANGERALABUCHE AU FOND DE LA MINE !»

Noël, ils le passeront au fond de la mine, s'il le faut. Un sapin vient d'eux d'y être descendu :

c'est les cadences au fond et la suppression des avantages acquis ». Quand je me présente, en faisant le tour des groupes, on parle : « on veut 4 500 litres de fuel par an, alors qu'on n'a que 2 500 litres ; y'a pas de raisons que les cadres se chauffent et pas nous ».

Il y a aussi les logements « les cadres ne payent rien, nous on veut une indemnité suffisante ». Oui, ces avantages acquis, ils sont bien décidés à les



En octobre 74, c'est là que tout a commencé. Pendant deux semaines, on décide de ne plus retourner au fond. Quelles sont les revendications à l'époque ? On sait que les mineurs d'uranium, aux prix de luttes, ont su arracher à leur direction, un certain nombre d'avantages en nature : c'est d'abord un contingent de charbon ou de fuel qui leur est versé annuellement, des indemnités pour payer leur logement, l'électricité. En octobre 74, les mineurs réclament l'aug-

« il sera prêt quand on nous apportera la bûche » dit un mineur. « Que la direction sache bien que nous mangerons des patates, mais que nous tiendrons ».

La direction des houillères a peur. Aux manifestations, occupations des locaux, elle répond par des lettres de menace aux femmes des «boute-feu». Elle a même tenté d'empêcher la descente de nourriture au fond ! Mais aujourd'hui, à Razes, on ne met pas longtemps à se rendre que ces manœuvres ont échoué !

A la sortie du village, sur la place de la mairie, la porte du petit café s'ouvre et se referme sans arrêt, pour laisser passer, un par un, ou par groupes, les mineurs. Ils viennent pour la «réunion» : la conférence de presse de 4 h. et l'A-G qui va suivre pour décider de la poursuite de la lutte. Ici, tout le monde se connaît, on boit un pot, on salue le patron du bistrot. « Tu vois, me dit un vieux mineur, lui il peut t'en parler de la mine ». Le cafetier, en nous servant, nous dit : « je suis ancien mineur, mais j'ai été retiré du fond car je suis devenu sourd et tu sais combien j'ai perdu ? 44,63 % de mon salaire ». En une demi-heure, le bistrot se remplit. Beaucoup sont venus en bleu, le casque blanc sur la tête. Là, on discute ferme.

«...UN METIER D'AVENIR...»

« Oui, la mine est un métier d'avenir, notre métier aussi, mais on n'est pas payé suffisamment par rapport au travail qu'on fait ». « Aujourd'hui, tu sais qu'ils veulent raffler tout le secteur de l'uranium au privé, fermer des puits... et pour nous,

conserver et à les étendre. C'est ce qu'un vieux mineur, qui a 25 ans de mine, nous dit : « les mineurs, quand ils se mettent en grève, ça fait mal ! Il faut que tu le dises dans ton journal, moi j'en ai déjà mené des luttes : 3 semaines en 51 contre 48 licenciements, et puis, pour la sécurité, pour qu'ils murent les galeries qui étaient trop gazées ».

Il est 4 h., nous nous engouffrons dans la salle de la mairie où a lieu la conférence de presse. Les femmes de mineurs sont là aussi, avec leur foulard noir, venus soutenir leur mari.

Le délégué CGT rappelle les revendications sur les avantages en nature. Enfin vient s'ajouter la revalorisation du statut du mineur, statut remis en cause par de nombreux mineurs. On sait que les mineurs sont classés en différentes échelles (F3, F4, etc.). Jeudi a eu lieu une entrevue avec la direction générale et les résultats sont donnés. La direction accepterait de revaloriser ce statut : pour les mineurs classés F3, ils seraient payés F4 au bout de 6 mois, pour les F4, ils passeraient F5 après un an, après 10 ans de 7, ils seraient payés 7. Pour les avantages en nature : rien. Dans la salle, ce sont les rires et les voix qui s'élèvent : « on ne reprend pas ». On vote la continuation à l'unanimité ! Les casques se lèvent. Une ovation de joie remplit alors la salle. Dès aujourd'hui, tous les mineurs de France vont être sollicités pour collecter. C'est alors l'affirmation : « tous ensemble, on ira à la victoire ! » Oui, elle est bien partie cette grève. On ne redescendra pas dans la mine tant que la direction n'aura pas cédé ».

## DES JOURNÉES DE 12 HEURES ET PLUS

Le travail, pour l'équipe du matin commence à 4 h 45. Les mineurs viennent de Limoges ou des villages alentour, mais souvent de plus loin comme de la «Souterraine», au nord de Limoges. Il faut alors se lever à 3 h du matin et venir souvent par ses propres moyens, partout où les services de car du CEA ne vont pas. Certains mineurs viennent en voiture ou en mobylette jusqu'à la nationale qui passe près de la mine et prennent le bus de la compagnie.

Beaucoup de mineurs sont d'anciens petits paysans ruinés, mais il y a aussi beaucoup de jeunes qui viennent des départements voisins, de la Creuse, de la Vienne ou de l'Indre. Ils ont tout laissé, leurs copains, leurs familles, pour venir travailler à plus de 100 km de chez eux, car ils sont au chômage. Certains sont logés par les Houillères dans les HLM à Razes ou à Bizennes. La rentabilisation accélérée de l'exploitation de l'uranium touche tous les aspects de la vie des mineurs. Parmi ces jeunes, les célibataires vont bientôt être obligés de payer leur logement. Parmi les mineurs, il y a aussi d'anciens boulangers, des mécanos. « On nous appelle les limousins, mais nous venons de partout », me dit le mécano qui me conduit en voiture. « Au total, ce sont des journées de 12 heures et en plus non payées ». Depuis deux ans, le choix de la bourgeoisie en matière énergétique fait que, depuis deux ans, l'embauche s'est faite et aujourd'hui, il s'agit pour elle de rentabiliser sur le dos des mineurs. Mais cette rentabilisation, ils la remettent en cause, la direction du CEA n'arrivera pas à rogner les avantages acquis !

au fond :  
A CHAQUE INSTANT,  
ÇA PEUT S'EFFONDRE

Après s'être levé à 2 ou 3 h du matin, les mineurs arrivent à la mine, mais là ils ont encore du chemin à faire pour se rendre à leur poste de travail. « Il y a des boyaux qui font jusqu'à 3 kms. Les grandes galeries sont coupées par des «recoupes» petites, qui font jusqu'à un km. On les fait à pied et on n'est pas payé, pourtant on les a fait ! ».

Dans la mine, il y a d'abord les mineurs à l'abattage, les «boute-feu» qui font sauter la roche à coups de dynamite, c'est ce qu'on appelle «le tir». Une fois l'explosion faite, il faut revenir sur place «Après le tir, on fait la ventilation, on arrose et puis on purge le toit. Là, on fait tomber les blocs qui restent accrochés. Mais les terrains sont plus ou moins solides, humides. A chaque instant, ça peut s'effondrer, il y a déjà eu des morts ».

Après le tir, il faut déblayer et les ventilateurs que «donne» la direction ne servent à rien. «Quand il y a un gars qui déblaye avec le Wagner (pelleuse), celui qui est derrière en prend plein les poumons ».

Dans la mine, il y a aussi les rayonnements émis par le minerai et le «radon» gaz radio-actif qui flotte. «Ça ne se voit pas, c'est invisible ».

Il y a aussi les poussières de minerai en suspension, poussières qui contiennent du radium. « Ces poussières de radium on les voit, elles flottent dans l'air, mais il y a les poussières fines qu'on ne voit pas et que les ventilos n'enlèvent pas : alors le radium, ça s'encrasse dans tes poumons, il y a risque de cancer ». Mais il y a encore

pire : c'est le manque d'oxygène : « On a des moteurs diésels qui tournent sans arrêt : ces gros engins, ça bouffe de l'oxygène. Il arrive des fois qu'il n'y a plus d'oxygène ! ».

Pour éviter les poussières de toutes sortes, la direction se vante d'avoir mis en place des ventilateurs pour réoxygéner la taille, mais un mineur nous le dira : « Y'a un drôle de truc. L'air, il tourne en circuit fermé : les poussières, elles partent d'un côté et elles reviennent à l'autre bout de la taille ».

A tout cela s'ajoute aussi l'humidité : beaucoup de mineurs ont des bronchites et les reins esquinés.

Les mines d'uranium, c'est aussi les «accidents». De mineurs nous raconteront « Je suis handicapé, ancien mineur de fond, j'ai eu un tibia et un péronné cassé, il m'ont mis au bricolage, et j'ai perdu du fric ».

Beaucoup sont silicosés « Un jour, j'ai été à Limoges mais ils reconnaissent le taux de silicose le plus bas possible, le docteur m'a dit mais vous avez des poumons plus sains qu'un enfant, tu t'rends compte ? »

De plus en plus, les conditions de travail sont mises en cause, on n'accepte pas de se faire tuer, de risquer sa vie quotidiennement pour quelques billets de mille et plus, chaque mois. Revaloriser la condition de mineur passer d'une échelle à l'autre si ça fait quelques billets de plus ce n'est pas à négliger mais comme nous le diront plusieurs mineurs « il faudra causer des conditions de travail ».

LA «REVALORISATION» DU STATUT DU MINEUR :  
DES MIETTES VISANT A CACHER  
LA SUREXPLOITATION

Une des revendications des mineurs d'uranium est la revalorisation de leur métier. Ce qui est demandé par la CGT, c'est en gros que les mineurs puissent plus rapidement passer d'une échelle à l'autre. Les mineurs ne sont pas contre, dans la mesure où cela permet d'augmenter leur salaire. Mais en fin de compte, avec cette «revalorisation», ils n'obtiennent que des miettes.

« C'est bien beau de passer de l'échelle F4 à F5, par exemple, mais si tu tombes malade ou que tu as un «accident», on te déclasse et tu redescends en dessous ; on n'a rien d'assuré ». Pendant la conférence de presse, un vieux mineur prendra la parole : « Ces promotions, c'est bien beau pour les jeunes à la rigueur, mais nous les vieux, il y a longtemps qu'on sera mort, s'il faut qu'on attende des années pour avoir un peu en plus ».

Un autre : « Quelques billets en plus, d'accord, mais ce statut, ça n'empêche pas les cadences ».

Oui, ce statut des mineurs dont la CGT demande la «revalorisation», s'il permet d'obtenir quelques miettes, est en fait un moyen de faire croire aux mineurs, qu'ils pourraient s'en sortir, accéder à une illusoire promotion... au bout de multiples années d'exploitation. La CGT est claire quand elle dit : « Cette grille doit être appliquée à ceux qui le méritent, qui y ont droit ou qui ont l'expérience requise ». Il s'agit bien pour les révisionnistes comme pour la bourgeoisie de récompenser ceux qui travaillent le mieux, ceux, soyons clairs, qui produisent plus. Mais les mineurs acceptent de moins en moins qu'on les «attache» à la mine. Défendre «l'intérêt national», ce n'est pas leur problème ! Leur problème, c'est les revendications.

ANCIENNE GRILLE	DÉFINITION DES CATÉGORIES OUVRIERS	NOUVELLE GRILLE
F1	manœuvres ordinaires	F3
F3	ouvriers spécialisés	F5
F5	3 <sup>e</sup> classe	
	ouvriers spécialisés 1 <sup>ère</sup> classe	F7
	O.P. et mineurs qualifiés	

## LES ACHATS DE NOËL DANS LES GRANDS MAGASINS :

# Bien sur il va falloir se restreindre mais, pour les enfants ...



reportage Eric Bréhat

Noël est une fête populaire. Ce n'est ni le Noël écœurant, ce bonheur artificiel fait d'une avalanche de loisirs et de produits de luxe que présente la publicité, ni le Noël «trêve des confiseurs», instant privilégié où tous les hommes seraient égaux. Une visite dans quelques grands magasins de la banlieue parisienne permet d'en prendre la mesure. D'un côté, la grande surface («une nouvelle race de magasins» dit la publicité !) qui pour l'occasion a disposé quelques guirlandes sur ses rayons, mais a surtout entièrement bouleversé la disposition de ses rayons. Leurs emplacements, les barrières qui y mènent, sont tels que l'on est obligé de passer dix minutes au milieu des jouets, des ours en peluche et des poupées (dont la moins chère est au moins à 40F). La seule allée qui permette de les éviter mène tout droit au rayon des fournitures pour réveillon. De l'autre, des familles de travailleurs, souvent avec leurs enfants.

Cette année, on dépense moins d'argent que les précédentes, le jeune fleuriste installé devant le magasin l'a bien remarqué : «ça n'a rien à voir avec les autres années, les gens vont droit sur les jouets». «Il faut se restreindre, et c'est difficile avec les enfants. Ce sera donc sur la nourriture, sur nos propres cadeaux» disait une mère de famille attendant de passer à la caisse, et révoltée par cette attente, alors que plusieurs caisses ne fonctionnaient pas. Les enfants, très nombreux dans le magasin, jouent un rôle important : «ce sera surtout le Noël des enfants. Ils l'attendent, et il faut que ce soit pour eux de bons souvenirs. D'habitude, je m'arrange pour leur acheter, le plus possible, ce dont ils ont envie. En regardant sur les catalogues, on voit ce qu'ils veulent. Mais même les enfants savent qu'il faut faire attention. Dans un catalogue, mon fils a vu une mini moto, «comme une vraie», mais pour les petits. Eh bien, de lui-même, il s'est rabattu sur un vélo». Le petit garçon n'est pas peu fier que sa mère parle ainsi de lui...

Pour les achats, les travailleurs sont vigilants : pour ne pas acheter n'importe quoi, il faut faire plusieurs magasins, comparer les prix, tester la solidité : «vous avez vu ce tricycle, il coûte 58F. Pas cher, mais il suffit d'appuyer un peu pour qu'il se plie en deux. Vous imaginez un enfant dessus !» Car c'est cela aussi le Noël des capitalistes. Malgré les statistiques que l'on nous assène, selon lesquelles les Français (on se garde bien de dire lesquels...) n'auraient jamais tant dépensé d'argent pour ces fêtes, ces messieurs savent bien que les budgets ouvriers sont à plat. Et lorsqu'ils vendent autre chose que des ours en peluche à 100F, ils rognent sur la qualité, même si cela peut présenter des dangers pour les enfants !

Noël, fête pour les enfants, c'est aussi une occasion pour les travailleurs de se retrouver en famille, une occasion presque unique dans l'année : «nous y tenons, à cette fête. Faire plaisir aux enfants, c'est aussi notre plaisir, et celui de la famille. Mon mari était à l'assistance, il n'a jamais connu cette fête et ne veut pas que ses enfants vivent ce qu'il a vécu. Bien sûr, c'est cher, encore plus cette année, mais nous ferons l'effort. Il a fallu attendre les primes de fin d'année, mais il y aura un réveillon correct. Et comme on ne sait pas bien ce qui nous attend, autant en profiter maintenant».

Noël, fête pour les enfants, occasion de se retrouver en famille, c'est le Noël que vivront les travailleurs. Cela n'a pas grand chose à voir avec ce Noël de recueillement plein de réminiscences religieuses, ou avec cette énorme foire commerciale des capitalistes.

Ce Noël, issu d'une tradition populaire, sera, pour ces familles que nous avons rencontrées, une occasion de rompre avec cette vie infernale qui nous empêche de rendre heureux les enfants, qui empêche de vrais rapports familiaux.

### AGRESSION FASCISTE A SAINT-ETIENNE

A Saint-Etienne, un groupe de nerfs fascistes armés de nerfs de bœuf et de matraques s'est attaqué aux militants d'un comité stéphanois pour la libération des militants emprisonnés. Deux des membres de ce comité ont dû être hospitalisés et gardés en observation.

Le même jour un commando fasciste avait agressé des lycéens du lycée Buffon à Paris, la recrudescence de ces coups de main des fascistes va de pair avec la répression qui frappe les militants syndicaux et les travailleurs et se trouve encouragée par la totale impunité dont ils bénéficient de la part de la police.

PARIS 14° :

### RÉUNION POUR LA LIBÉRATION DES EMPRISONNÉS

La colère populaire, que les organisations de Gauche ont tenté de contenir, lors de la manifestation du 18, ne restera pas sans lendemain.

Une réunion s'est tenue dans le 14°, en vue de constituer un Comité pour exiger la libération des emprisonnés.

Plus de 100 personnes étaient présentes parmi lesquelles de nombreux adhérents CFDT et des habitants du quartier. Tous étaient bien décidés à poursuivre la lutte et à s'opposer à la brutale répression du gouvernement. Les prises de position du PS, du P(C)F et de la direction CGT ont été largement critiquées, ainsi que l'ambiguïté de la politique suivie par Maire.

Une large majorité s'est accordée pour que la lutte se démarque de l'Union de la Gauche.

La plate-forme du Comité est la suivante :

- libération immédiate des emprisonnés,
- arrêt des poursuites,
- dissolution de la Cour de Sécurité de l'État,
- liberté d'expression et d'organisation pour les soldats,
- défense des libertés démocratiques (droit syndical, droit de grève).

C'est dans les usines et sur les quartiers (marchés, FJT...) que sera développée la mobilisation. Une intervention a déjà eu lieu à Alésia, d'autres plus spectaculaires sont prévues pour cette semaine.

Correspondant Paris 14°

### «CE QUE NOUS ESTIMONS DEVOIR DIRE»

«Nous luttons pour les libertés, en France et partout dans le monde», écrit René Andrieu dans l'éditorial de l'«Humanité» d'hier et conclut : «Aussi continuerons-nous à combattre l'anti-soviétisme et à dire sur la réalité des pays socialistes exactement ce que nous estimons devoir dire».

Le PCF en effet ne peut pas mener sa campagne sur les libertés en se solidarisant totalement de ce qu'est l'Union Soviétique aujourd'hui. Mais «sur la réalité des pays socialistes», il y a surtout ce qu'il ne dit pas, ce qu'il ne peut pas dire sous peine de ruiner non seulement sa campagne sur les libertés mais aussi tout son projet de «socialisme».

Or, il cache l'essentiel : l'URSS est un pays capitaliste où les ouvriers et les paysans n'ont plus le pouvoir, où ils subissent massivement et quotidiennement la répression, l'aggravation de leurs conditions de vie et de travail, le chômage... C'est un pays où la liberté n'est pas pour les travailleurs mais pour les cadres des entreprises, les gestionnaires de ce capitalisme.

Si le PCF doit prendre quelques distances vis-à-vis de l'URSS, au risque d'accroître la division au sein du camp révisionniste, l'URSS reste malgré tout sur le fond une référence pour savoir ce que signifie sa formule : «Le socialisme, c'est la démocratie poussée jusqu'au bout». Pour les révisionnistes ce n'est pas, en fait, la démocratie pour les ouvriers et les paysans.

### LE CADEAU DE FIN D'ANNÉE DES PATRONS D'USINOR

C'est la suppression de plus de 2 000 emplois avec la fermeture définitive du haut-fourneau n°1 à Trith Saint-Léger (Nord), et dix jours chômés pour les ouvriers des feux continus, c'est-à-dire une perte de salaire de plusieurs centaines de francs. Déjà, à la SMN à Caen, à Usinor-Thionville et Longwy, le chômage partiel frappe des milliers de sidérurgistes.

C'est souvent à l'approche des périodes de congés ou de fêtes de fin d'année, que les patrons font leurs mauvais coups. Mais les travailleurs d'Usinor à Trith Saint-Léger n'entendent pas se laisser faire : «on va faire reculer les patrons ! Il faut se battre !». Le PDG Hue de la Colombe, devra bien céder. Les ouvriers sauront l'y contraindre.



### NON A LA CENTRALE NUCLÉAIRE

Quelques jours après la décision de l'EDF de construire 18 centrales nucléaires, un vote vient de montrer que cette décision risque de se heurter à l'opposition de ceux qui habitent les sites où est projetée l'installation de ces centrales. Par 735 voix contre 121 pour, les habitants de Liré, petit village du Maine et Loire ont dit non dimanche à l'implantation sur leur commune d'une centrale nucléaire. Ce vote n'a aucun pouvoir légal, mais il est révélateur de l'hostilité aux projets de l'EDF et du gouvernement de développer l'électronucléaire sans prendre en considération les questions de sécurité.

### La mort de Floriot

La mort de René Floriot fait surgir des louanges pour ce «grand avocat».

Sa carrière a pris un essor à la Libération quand il se fit le défenseur de collaborateurs et de trafiquants de marché noir. Il plaida notamment pour Knipping de la Gestapo, un ancien de la guerre 14-18 «qui n'aimait pas l'boche», selon Floriot ; pour le journaliste Luchaire, autre propagandiste zélé de la collaboration ; pour Otto Abetz, ambassadeur de l'Allemagne nazie dans la France occupée ; pour un général le putsch d'Alger d'avril 1961 ; pour Souchon, un flic mouillé dans l'affaire Ben Barka.

Un grand avocat, Floriot ; s'illustrant dans les soi-disant cas désespérés dont personne ne voulait ? Sans doute, mais la plupart du temps, pour quels hommes, pour quelles causes !

### La grève des pompistes s'étend

La grève des gérants-libres de stations services touchait, lundi, 40 départements du midi et du centre. Les grévistes se sont attaqués à plusieurs pompes à essence de supermarchés.

Ils exigent une majoration de leur marge de 8 centimes : la dernière augmentation du prix de l'essence, si elle s'est traduite par 7 centimes en plus pour les automobilistes, n'a apporté aux pompistes que moins d'un centime par litre. Ils demandent également l'uniformisation des prix de l'essence. Actuellement certaines grandes surfaces qui bénéficient de tarifs préférentiels de la part des grandes compagnies, peuvent accorder des rabais de 15 centimes le litre.



CFDT - Rhône-Alpes

## les leçons d'un congrès...

Le 4<sup>e</sup> congrès de l'Union Régionale CFDT Rhône-Alpes vient de se tenir, à Lyon. Sur trois points décisifs, les aspirations des syndiqués se sont fait entendre, à l'encontre du rapport d'orientation présenté par la direction réformiste sortante :

• Nous avons été nombreux à exiger le respect de la démocratie ouvrière et syndicale. Les critiques ont d'abord porté sur les conditions de préparation du congrès lui-même : « *Il n'y a pas eu de préparation réellement démocratique du congrès, à cause de la nature des textes présentés* » (rapport indigeste et ne prenant pas en compte les aspirations actuelles des travailleurs), et aussi, à cause des « *délais de préparation trop courts* ». C'est la position des délégués des Métaux de l'Ardèche et de Villeurbanne, de la Santé du Rhône, d'Hacuitex de l'Ardèche, des Unions Locales de Grenoble et de Tournon... A l'opposé des méthodes de l'Union Régionale sortante, l'expérience des tanneurs d'Annonay montrait qu'aucune décision importante n'a été prise en dehors de l'assemblée générale des travailleurs et que « *les travailleurs doivent être associés directement à la lutte* », et pas seulement par la section syndicale !

• L'exigence d'un mouvement d'ensemble s'est fait jour dans le congrès. L'EDF de Lyon, le SGEN du Rhône, les Métaux de Villeurbanne et les PTT du Rhône, déclaraient avec l'Union Locale de Tournon que « *pour les travailleurs le problème actuel, c'est celui d'un mouvement d'ensemble, seule voie pour un débouché socialiste* ». Tandis que Hacuitex précisait que les luttes



« *ne devaient pas servir de caution à des pratiques électoralistes* ». Dans de très nombreuses interventions, la volonté de lutte des travailleurs se reflétait, notamment au niveau de l'Union Locale de Saint-Chamond ou des PTT du Rhône.

• L'unité sans principe avec la CGT, la capitulation devant les manœuvres des faux communistes du PCF, et celles du PS, ont été à plusieurs reprises dénoncées : les camarades de l'EDF de Lyon devaient notamment déclarer : « *L'unité CFDT-CGT se réalise dans l'action ; elle n'est pas automatique ! On ne doit pas subordonner l'action à l'union avec la CGT* ». De leur côté, les Communistes de l'Isère dénonçaient le fait que les luttes menées avec la CGT soient centrées sur le Programme Commun et non sur les objectifs et les moyens de ces luttes, comme lors de la récente grève des éboueurs de Grenoble. L'exemple de Paris-Rhône et du refus de la CGT de soutenir la lutte, puis les licenciés, a été

mis en avant par de nombreux délégués ; de même qu'a été dénoncé le refus de soutenir les appelés et syndicalistes emprisonnés...

Mais à côté de ces aspects positifs, concrétisés en partie par des amendements à la plate-forme revendicative confédérale, ce congrès a présenté un côté négatif : La lutte sourde de deux cliques social-démocrates (celle fidèle à la direction confédérale, minoritaire dans la région, et celle du CERES, qui tente d'accrocher la CFDT au Programme Commun, façon PCF) a occupé une bien trop grande place au détriment des exigences de l'heure !

En particulier, les manœuvres bureaucratiques des « majoritaires » (CERES) ont fait s'achever le congrès dans la confusion, empêchant qu'une des régions CFDT les plus importantes prenne position clairement contre la répression et pour la libération des emprisonnés. Les syndicalistes révolutionnaires présents au congrès et leurs sections syndicales exigent des comptes sur ces attitudes irresponsables qui tournent le dos à la défense des libertés démocratiques et de nos revendications.

Un des délégués syndicalistes révolutionnaires au congrès CFDT Rhône-Alpes

## RÉPRESSION ET PROVOCATIONS CONTRE LES EMPLOYÉS DES MAGASINS EN LUTTE

### lutte pour les salaires à Rallye, malgré les pressions

Samedi 20, devant le refus de la direction de répondre à leurs revendications, les travailleurs de Rallye-Beaulieu (Poitiers) se sont mis en grève et ont manifesté dans le magasin en scandant : « *A Rallye, tout est moins cher, même les salaires* », « *les clients avec nous* ».

Seule réponse à la grève et à la manifestation, les provocations de la direction : pendant que les cadres, dont certains venus d'autres succursales, cherchaient à casser la grève, des pressions individuelles étaient exercées sur le personnel féminin. Quant à la police, elle

reste vigilante et des RG s'occupent à repérer les personnes qui voudraient soutenir la lutte.

Malgré cela, les travailleurs, qui vivent pour beaucoup leur première grève, sont bien décidés à faire triompher leurs revendications :

- 100 f tout de suite et 3 % d'augmentation pour tout le personnel ;

- salaire horaire au même taux pour les employés à temps partiel et les employés à temps complet ;

- 2100 F de salaire de base pour les ouvriers professionnels.

corr. Poitiers

## Darty-Montparnasse : halte aux provocations

EXTRAITS D'UN COMMUNIQUÉ DES GRÉVISTES DU RAYON «DISQUES»

« *Alors que les employés du rayon «disques» Darty-Montparnasse étaient en grève depuis le mardi 16 décembre pour obtenir la réintégration de deux vendeurs abusivement licenciés le jeudi 18 décembre, une attaque de commandos a eu lieu au rayon électro-ménager qui ne participait pas au mouvement.*

« *Vers 14 h.20, une bande de 5 personnes, après*

*s'être emparée de nos tracts a fait irruption dans le magasin, prétendant «soutenir» les grévistes, et agresser violemment les vendeurs, projetant de la peinture dans les yeux de l'un d'eux.*

« *Les employés du rayon disques en grève ce jour-là se désolidarisèrent totalement de ce genre de provocations qui, jusqu'à présent, n'ont servi qu'à la direction, et à elle seule.*

## Chez Bouzard, on licencie "démocratiquement"

Les établissements Bouzard (12<sup>e</sup> arrondissement de Paris) qu'est-ce que c'est ? Une entreprise où l'on fabrique des photocopieuses, qui emploie 120 personnes dont 80 ouvriers... mais encore ?

Une petite entreprise de Paris comme les autres : bas salaires, mauvaises conditions de travail et de sécurité, patron «dur». Presqu'un an sans augmentations avant la grève.

Un mois de grève, (octobre) avec 400 F pour les manœuvres, 200 F pour les OP, comme revendications principales. Le patron n'a pas eu besoin d'imagination pour répondre aux grévistes : « *Si le personnel ne reprend pas la production, nous limiterons celle-ci aux commandes enregistrées. Nous ne pourrions pas assurer du travail pour tout le monde, ce qui entraînera des licenciements* ».

Alors que 3 semaines après paraissait dans France-soir une annonce pour des tôliers-soudeurs P2, des fraiseurs... Bref, avec

de telles méthodes, le patron s'en tire en proposant des augmentations de 0 à 5 % à la tête du client et réussit à faire reprendre le travail.

Le travail repris, c'est sans surprise non plus que les travailleurs subissent la répression patronale.

Un camarade reçoit lettre d'avertissement sur lettre d'avertissement (le 10, le 17, et le 19 novembre) pour «manque de rendement». son préavis de licenciement suit de peu (le 25 novembre). Même procédure pour un autre ouvrier combattif...

Le camarade s'adresse aux ouvriers qui le connaissent bien : ils sont 42 à signer une pétition attestant qu'il est «un travailleur consciencieux, et que son licenciement par la direction Bouzard est exclusivement motivée comme un moyen répressif pour sa participation à la grève de l'usine pendant tout le mois d'octobre et sa défense des intérêts de tous les travailleurs».

Le camarade demande à la CGT dont il est membre d'organiser dans l'usine une Assemblée Générale pour engager la lutte contre les licenciements. La CGT refuse obstinément. Résultat : le camarade est aujourd'hui à la veille d'être licencié !

Deux licenciement sans riposte : le patron fait la loi chez Bouzard... avec l'aide de la bureaucratie syndicale, des opportunistes dans la CGT. Elle l'aide en ne faisant rien contre ces licenciements. Elle en fait d'autant moins qu'il s'agit de travailleurs qui remettent en cause, avec l'exploitation, l'opportunisme des actuelles directions syndicales, et qui interrogent :

• Que penser de la façon dont le Parti «Communiste» a utilisé la grève en envoyant systématiquement ses équipes de propagande encadrer les collectes faites par les ouvriers de Bouzard pour se faire de la publicité ?

• que penser des collectes réalisées par l'Union Locale CGT du 12<sup>e</sup>, sans le

moindre contrôle des grévistes de l'usine ? Où sont-elles faites ? Comment ?

• Que peuvent penser les ouvriers devant les manifestations pour les libertés en voyant y parader le secrétaire de la CGT 12<sup>e</sup>, lui qui considère que « *la démocratie marche très bien chez Bouzard* » et qu'un contrôle ouvrier de la base est « *une prétention inadmissible* » ?

Pour tirer le bilan de la situation, pour envisager les moyens de la lutte pour la réintégration des camarades licenciés, nous tiendrons une réunion prochainement avec les camarades de l'usine et où sont invités des camarades d'autres entreprises du quartier.

NON A LA RÉPRESSION !

NON AUX LICENCIEMENTS !

Un ouvrier licencié de chez Bouzard et le Comité de Lutte contre le Chômage et les Licenciements

## Dans la région de Tournus, fermetures, licenciements... et occupations d'usines

Dans la région de Tournus : fermetures d'usines, licenciements, arrêt de l'embauche et... occupation d'usine.

Dans le Tournugeois, les travailleurs sont de plus en plus touchés par la «relance». Le tableau est éloquent : depuis le début de 1974, près de 25 % des emplois ont été supprimés ( 1000 sur 4200 ) :

- 356 à Airborne (ameublement) entre Tournus et Montreuil, suite à la fermeture totale et à la reprise de seulement 104.

- 145 à la SMT après la menace de licencier tous les 580 depuis 2 ans, pareil pour les 57 licenciés de la MIN.

- 93 après la fermeture en octobre de la Fonderie Henri Rigaud.

Pour d'autres, la menace du chômage est loin d'être écartée, déjà des plan d'embauche sont arrêtés comme à la MMT et aux Vernis Bauvet ( respectivement 40 et 30 en moins ).

Mais si la bourgeoisie croit avoir les mains libres pour exploiter à sa guise, l'exemple des 65 ouvrières de Gilmo-Obsession qui occupent leur usine depuis deux mois, est là pour montrer à la classe ouvrière tournugeoise que la seule solution pour imposer le droit au travail, c'est la lutte ! D'ailleurs, l'Union Locale CGT l'a bien senti, en tenant son 3<sup>e</sup> Congrès dans cette usine.

# LA CRISE DE LA BOURGEOISIE ITALIENNE

## restructurations économiques et campagnes réactionnaires

Les 15 et 16 juin derniers, se sont déroulées en Italie, les triples élections municipales, régionales et provinciales. Les résultats ont dépassé et dans une certaine mesure surpris tous les experts et la classe politique bourgeoise elle-même. La démocratie chrétienne, au pouvoir sans discontinuité depuis la fin de la seconde guerre mondiale, et ses alliés traditionnels, les républicains sociaux, les sociaux-démocrates et les libéraux ont obtenus des résultats en très net recul par rapport aux dernières élections en 1972. 35,8 % contre 38,8 % pour la seule démocratie chrétienne. Par contre, le P(C)I, par l'avancée de ses voix (33,4 % contre 26,3 % en 1972) a été présenté comme le principal bénéficiaire de ces élections. Or, de plus en plus, la vie politique italienne est marquée par une profonde usure des équipes gouvernementales constituées avec beaucoup de difficultés autour des principaux leaders démocrates-chrétiens. Depuis 1968, et plus encore depuis 1973-74, la bourgeoisie italienne est à la recherche de combinaisons ministérielles susceptible de freiner la lente usure de son pouvoir.

### «l'usure de la démocratie chrétienne» et le renforcement de l'appareil répressif

De fait, l'enjeu réel de ces élections était de mettre fin à cette instabilité politique. Leurs résultats doivent être compris comme une nouvelle étape dans l'effritement du régime politique italien, de la démocratie-chrétienne, avec son système de clientèle et de corruption. Cet échec fait suite à une série d'échecs politiques successifs sur des questions qui ont occupé l'ensemble de l'opinion italienne : la nouvelle législation familiale, plus communément connue comme la «loi sur le divorce», la réforme de l'école mettant en place des organismes représentant les élèves et leurs familles, le problème de l'avortement, le droit de vote à 18 ans, la réforme des prisons et les questions de la réforme pénitentiaire...

Cette usure se marque plus encore par son incapacité croissante à endiguer les nombreuses luttes des travailleurs qui n'ont cessé de se développer depuis 1973-1974 tant dans les quartiers que dans les usines, tant à propos des prix des loyers, du téléphone..., de l'occupation des logements vides que contre le chômage et pour la hausse des salaires. Cette faillite de la gestion démocrate chrétienne frise le scandale. Le déficit de nombreuses municipalités à dominante démocrate-chrétienne atteint les proportions d'une véritable banqueroute financière : plus de 20 000 milliards de lire de déficit, 1 000 milliards pour la seule municipalité de Turin.

Pour parer à cette nouvelle situation politique et faire pression sur les travailleurs et les masses populaires, la bourgeoisie italienne mène une série de campagnes réactionnaires sur le thème de la violence. Arguant le fait, dans sa presse, qu'un homicide a lieu toutes les 2 heures, qu'un vol a lieu toutes les 65 secondes, la bourgeoisie italienne par l'intermédiaire de ses principaux porte-parole, les chrétiens-démocrates en appellent à la «défense de l'ordre public». Elle a longuement exploité la multiplication des attentats, des hold-up, d'enlèvements, de prises d'otage pour renforcer son appareil répressif, augmenter le budget et les effectifs des polices municipales. L'assassinat du cinéaste Pasolini, une affaire de meurtres, le 2 novembre dernier a été l'occasion d'une importante campagne de presse amalgamant révolutionnaires et terroristes,



Assassinat par la police d'un militant antifasciste italien à Milan lors d'une manifestation.

banditisme et combativité de la classe ouvrière, action revendicative et politique et crime de droit commun. Elle tente de créer une véritable psychose de «l'atteinte aux biens et aux personnes» et est en cela relayée par l'organisation fasciste, le Mouvement Social Italien-Droite Nationale (MSI-DN) qui entretenant la confusion entre la «criminalité et la violence, l'hypocrisie, la corruption, l'opportunisme de la démocratie chrétienne et des autres partis de droite, en appelle à une véritable chasse aux sorcières en toute impunité, contre tous les révolutionnaires, les travailleurs conscients et combattifs. Tentant ainsi de renouer avec les plus vieilles pratiques d'anti-communisme et de répression des mouvements de masse de la réaction italienne des années 1920, la bourgeoisie italienne développe dans ses campagnes, un véritable chantage au sauvetage de son pouvoir, renforce son appareil policier. Prenant prétexte de la multiplication des crimes de droit commun et des exactions du MSI et de groupuscules d'anarchistes de droite, les «Brigades Rouges» et les «Noyaux armés prolétariens» (NAP), elle veut imposer le vote d'une loi de «défense de l'ordre public», véritable loi anti-casseur qui renforce son appareil judiciaire et vise en réalité les travailleurs en lutte.

A cette psychose de la violence, la bourgeoisie italienne ajoute actuellement une campagne nationaliste, une véritable mystification pour la défense de ses intérêts. Elle en appelle à une véritable collaboration de classe, veut soumettre la satisfaction des revendications des travailleurs à la nécessité de «faire front au danger extérieur», amalgamant les justes luttes et exigences des pays du Tiers Monde à la concurrence des autres pays impérialistes du Marché Commun.

### la crise économique

La bourgeoisie italienne mène ces campagnes alors que ses difficultés vont croissant. La production industrielle italienne subit une profonde récession une des plus profondes que connaissent actuellement les économies capitalistes européennes.

Pour tenter de parer à cette situation, la bourgeoisie italienne mène actuellement un vaste plan de restructuration afin de rendre plus compétitif ses entreprises, présenter ce plan comme la «recherche d'une nouvelle productivité». En définitive, la bourgeoisie exprime là, dans ses propres termes, le but essentiel de cette nouvelle politique : une exploitation accrue des travailleurs et cela sous toutes ses formes.

Déjà largement ouvert au commerce extérieur, le plan de restructuration de l'économie italienne est une accentuation de cette caractéristique. Il consiste essentiellement en une modernisation des secteurs considérés comme les «piliers» de l'économie italienne, déjà

fortement exportateurs. Il s'agit notamment des secteurs automobile, énergie (contrôles nucléaires,...), électronique, et, caractéristique de l'économie italienne, des secteurs de biens de consommation durables : électroménager, télévision, radio,... Il s'agit pour la bourgeoisie italienne, notamment cette fraction qui domine à travers les principaux trusts toute l'économie italienne, d'accroître la compétitivité de ces secteurs tant sur les marchés des pays du Tiers-Monde que sur ceux des pays du Marché Commun. Il s'agit également, pour elle, d'occuper avec le maximum de rentabilité, c'est-à-dire de profits, les «créneaux» où la concurrence des USA et surtout des autres pays du marché commun n'est pas encore trop vive.

Il faut compter parmi ces créneaux, cette relative spécialisation des pays du Marché Commun : tout le secteur des industries agro-alimentaires où d'importants investissements sont actuellement réalisés tant pour diversifier leur production que pour moderniser leur appareil productif. L'autre aspect de cette politique, dans ce secteur plus particulier, est aussi une plus forte pression sur les paysans pauvres, notamment de l'Italie du Sud, accélérant ainsi leur soumission à ces industries agro-alimentaires.

Cette restructuration de l'économie italienne passe également, soit par la transplantation, soit par la création des usines, d'entreprises dans les provinces du Sud de l'Italie accélérant le processus de prolétarianisation des couches les plus pauvres de la paysannerie, sans réelles traditions de luttes.



«Non au chômage partiel !» Manifestation des travailleurs d'Alfa Romeo

Enfin, dernière caractéristique de ce plan de restructuration, c'est la mise en place de formes plus aiguës d'exploitation du travail : sous-traitance, travail intérimaire accroissant ainsi la «mobilité de la main-d'œuvre», très peu développées jusqu'alors en Italie.

### la restructuration : une exploitation plus forte des travailleurs italiens

Cette restructuration, c'est aussi pour les travailleurs, plus de 2 millions de

chômeurs en octobre 75, 350 millions d'heures de chômage partiel, le blocage des salaires et une hausse des prix de 18% pour 1975, de 37% en 4 ans, concernant essentiellement les produits alimentaires, les loyers, le téléphone, les transports... C'est aussi la hausse des cadences, multipliées par 2 en 2 ans à la FIAT de Turin, par exemple, 17% de hausse de la productivité du travail pour l'ensemble de l'économie italienne, beaucoup plus forte encore dans les PME et les entreprises du Sud de l'Italie.

Cette très forte détérioration des conditions de vie des travailleurs italiens se trouve aggravée du fait qu'ils subissent également la récession des autres économies européennes (France, Allemagne, Suisse) fortes demandeuses de main-d'œuvre italienne, il y a quelques années. Victimes du chômage dans ces pays européens, ils viennent grossir le cortège déjà important de chômeurs en Italie.

Devant une telle situation, la classe ouvrière résiste, développe ses luttes, refuse de faire les frais des difficultés économiques de la bourgeoisie italienne. Actuellement, la lutte des travailleurs italiens se trouve concentrée sur les négociations des conventions collectives. A cette occasion, ils veulent imposer à la bourgeoisie les revendications suivantes : «50 000 lire pour tous», «la réintégration des chômeurs», «l'arrêt des licenciements». Cette combativité de la classe ouvrière italienne ne se circonscrit pas seulement aux usines, mais s'élargit également aux quartiers populaires et a pour objectif d'autres aspects de la vie quotidienne : loisirs, téléphone, transport, logements... Ainsi, à Milan par exemple 20 000 familles populaires mènent la guerre des loyers pour leurs réductions, 3 000 occupent des logements vides de luxe et en exige la location. Ce long mouvement de luttes n'est pas sans rappeler par certains aspects celui qui s'est développé dès 1968, et participe directement à l'usure du pouvoir de la bourgeoisie, à la remise en cause sur de nombreux fronts de sa domination.

Jean-Pierre MORVAN

Après avoir vu l'usure du pouvoir de la bourgeoisie italienne, ses diverses tentatives pour consolider sa domination politique : campagnes réactionnaires, renforcement de son appareil policier, et résoudre ses principales difficultés économiques : la restructuration de son économie.

Demain, il sera vu plus particulièrement le P(C)I et sa politique de collaboration de classe : le compromis historique. Les luttes des travailleurs italiens se développent du fait des pressions accrues de la bourgeoisie italienne tant sur leurs conditions de travail que de vie, le P(C)I tente en leur imposant son propre plan de relance de l'économie italienne, d'accéder au pouvoir, d'abord des communes, des régions, et des provinces, enfin de l'Etat.

# l'indemnisation des chômeurs

LE FONDS SOCIAL DES ASSÉDIC

Il existe auprès de chaque Assedic dont l'existence n'est pas très connue et qui cependant présente une réelle importance. Pour bien comprendre le fonctionnement de ce fonds social et l'usage que peuvent en faire collectivement les travailleurs sans emploi en lutte il faut connaître l'origine et la composition des Assedic.

Ce sont des organismes paritaires départementaux coiffés par l'Unedic. Ils sont composés de façon égale de représentants de syndicats patronaux et de syndicats de salariés. L'Etat n'a donc rien à voir avec la gestion et le fonctionnement des Assedic. (théoriquement...)

Chaque Assedic est gérée de façon autonome par des Commissions paritaires chargées d'appliquer la réglementation élaborée par l'Unedic, organe centralisateur.

C'est pourquoi, pour chaque cas spécial, pour chaque contestation, il importe de se renseigner auprès de son syndicat dont les représentants participent à la direction des Assedic. Ceci explique aussi les politiques différentes de chaque Assedic en fonction des rapports de force, dans la région.

Ce même rapport de forces se retrouve devant chaque commission, qu'il s'agisse des prolongations de droit,

des 90 %, des départs volontaires et des Fonds Sociaux.

Le Fonds Social est une aide attribuée individuellement et cas par cas à un chômeur et sa famille dont la situation est difficile. Peu de personnes sollicitent l'aide de ce fonds social car mal informées et aussi par honte de demander une aide, qui en fait n'est qu'un dû. Pourtant il faut connaître son existence. L'idéal serait de pou-



voir imposer une aide collective. Un moyen : les comités de lutte contre le chômage.

Une aide du fonds social peut être aussi accordée à un travailleur sans emploi pour lui permettre d'acquiescer une formation dispensée par une entreprise privée, puisque «malheureusement» ce sont les seules qui ne nécessitent pas une attente de plusieurs mois voire plusieurs années. Le fonds social sert donc à engraisser les marchands de formation.

## depuis samedi, TF 1 en couleurs DU NOIR ET BLANC A AUJOURD'HUI. COMMENT ?

C'est le «cadeau» de Giscard en fin d'année : la première chaîne va émettre la couleur ! Tout de suite une précision : ce cadeau royal (qui ne lui coûte pas bien cher, nous le verrons) est réservé au public parisien, et encore seulement aux possesseurs de poste à réception couleur. Les premières émissions se feront dans le provisoire, avec un émetteur de secours, peu puissant. Il s'agit, dans l'immédiat, d'une opération de prestige, mais qui n'est que la première partie d'un programme de normalisation du réseau de télévision française. Pour le comprendre, il faut éclaircir un peu le fonctionnement même de la télévision en couleurs en particulier.

Tout d'abord, l'image télévisée est différente d'une image photographique : elle est constituée de centaines de milliers de points (450 000 pour la première chaîne, 340 000 pour les autres) plus ou moins lumineux, répartis sur des lignes. Tous les 25<sup>e</sup> de seconde, l'image est renouvelée, donnant ainsi une sensation de continu. Transmettre les images consiste donc à transmettre, tous les 25<sup>e</sup> de seconde, ces centaines de milliers d'informations, c'est-à-dire, pour chaque point, indiquer s'il est noir ou blanc. Ensuite, le rôle du poste de télévision est de décoder les informations (transmises par ondes hertziennes), puis de les transcrire sur l'écran. C'est là qu'intervient le tube cathodique,

ampoule de verre à l'intérieur de laquelle on a imposé un vide assez poussé (ce qui explique la forme bombée de l'écran, conçue pour résister à la pression de l'air extérieur). A l'arrière du tube, se trouve un «canon à électrons», qui produit un faisceau très fin de ces particules, porteuses d'une charge électrique. Ce faisceau balaye successivement chacune des lignes de l'écran, la déviation étant obtenue par des bobines magnétiques. Ainsi, chaque point de l'image est visité, recevant ou non des électrons. La face avant du tube, l'écran, est recouverte d'une matière phosphorescente, qui émet de la lumière sous le choc des électrons.

Ce principe, expliqué pour la télévision noir et blanc, est conservé pour la télévision en couleur : pour restituer les couleurs, l'image est analysée, et divisée en trois images pour les trois couleurs primaires : vert, rouge et bleu. C'est la superposition de ces trois images qui permet de restituer les nuances de la réalité. Le premier problème est de coder cette information, trois fois plus riche, puis de la décoder. C'est là qu'interviennent les procédés américains (NTSC), allemand (PAL) et français (SECAM). Le tube lui-même est de conception américaine. Il comporte trois canons à électrons, un pour chaque couleur. L'écran est recouvert, pour chaque point de trois sortes de pastilles phosphorescentes, rouges, vertes et bleues. Ces pastilles étant



très proches les unes des autres, pour éviter que le faisceau électronique n'en frappe plusieurs à la fois, une grille (le «shadow mask» qui a donné son nom aux tubes) comportant autant de petits trous que de points correspondants à chaque couleur, est placée derrière l'écran. Ces tubes couleurs, sur lesquels beaucoup d'améliorations ont déjà été portées, sont conçus pour une image à 625 lignes de définition (l'image des deuxième et troisième chaînes). Or en France, la première chaîne est sur une définition de 819 lignes. Tous les autres pays européens étant sur 625 lignes, il devenait urgent de normaliser cette chaîne, ne serait-ce que pour pouvoir exporter ses émissions... C'est donc cette normalisation, qui répond à un souci de rentabilisation bien précis, qui nous vaut le passage progressif de la première chaîne en couleurs.

Eric BREHAT

## feuilleton

de Guy Mory et Jean-Paul Gay

# LIEVIN : LE MINEUR ACCUSE

Il y a bientôt un an, 42 mineurs étaient envoyés à la mort à la fosse 3 à Liévin. Une Commission Populaire d'Enquête se mettait en place. Son travail conduit au Tribunal Populaire de Liévin le 22 mars où la responsabilité des Houillères fut clairement démontrée. Jean-Paul Gay et Guy Mory ont participé à ce travail avec des mineurs de Liévin, ils ont recueilli de multiples témoignages et en ont fait un livre dont nous publions des extraits.

**DANS LES FOSSES LE RENDEMENT AU MÉPRIS DE LA VIE DES MINEURS**

**LES HOUILLÈRES ESSAIENT DE SE SERVIR DE L'ESPRIT D'ENTRAÏDE DES OUVRIERS POUR LES POUSSER A PRODUIRE PLUS.**

«Les gars préfèrent souvent le rendement collectif parce que s'il y en a un qui n'est pas bien, qui est malade, ils se mettent à deux, ils font son boulot, le gars ne perd pas sa journée. Je crois que l'esprit de camaraderie est

plus important comme ça, tandis que tout seul, tu perds ta journée, c'est chacun pour soi, et si tu es malade, tu perds ta journée automatique-ment.

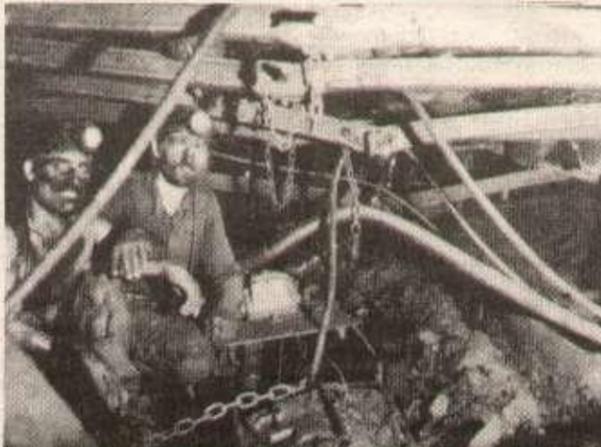
Le rendement collectif, ça a des avantages du côté de la camaraderie dans l'équipe mais, d'un autre côté, non, c'est un désavantage, parce que ça pousse toujours le bonhomme à se crever de plus en plus pour essayer de gagner plus.

Dans l'équipe où j'étais, ça allait mais, il y a des moments où ça gueulait tous, ça poussait à la roue. Ça plaît au point de vue camaraderie mais, au point de vue travail, c'est harassant. Il faut toujours courir, il faut toujours que la machine tourne. «Ahue blindé ! Ahue blindé !», on n'entend que ça.

Le salaire au rendement collectif parfois ça divise aussi : il y a la camaraderie entre les gars de la taille. Mais, quand les gars, ils remontent, la taille d'à côté dit : «combien t'as fait ? Aujourd'hui, on a fait trois passes. Bon, ça va... Nous on n'a fait que 50 F, ça ne va pas». Le gars engueule ses copains : «Demain, il faudra essayer d'aller plus vite, on va essayer de les battre», tous ces trucs-là.

C'est-à-dire : une équipe, elle veut gagner toujours plus que l'autre.

«Au début, le mineur est satisfait du rendement collectif. Mais au bout de un ou deux mois, on trouve que ça ne va plus. Parce qu'il arrive souvent, au départ, que dans des chantiers, c'est toujours un peu plus facile, parce



que c'est en ordre. Jusqu'au jour où les ouvriers rencontrent des difficultés qui ne sont pas prises en considération. Ces difficultés, on ne les paie pas».

L'objectif, c'est généralement trois passes, soit 1,20 mètres dans un poste. Mais, il y a les accidents de terrain, et de multiples

inconvenients qui obligent à ralentir, parfois à stopper.

### QUAND ILY A DES ACCIDENTS DE TERRAIN

Il arrive que l'équipe du matin, par exemple, ne puisse faire que 80 centimètres (sur toute la largeur du front de taille), dans ce cas, l'équipe de



l'après-midi essaie d'aller plus vite pour arriver à combler le retard des 40 centimètres qui manquent. Là seulement, les mineurs pourront gagner environ 90 F dans la journée.

Avec les accidents de terrain, il peut même arriver qu'une équipe dans

une taille ne fasse qu'une passe, 40 centimètres, pendant tout le poste. Là les mineurs ne touchent que le salaire de base.

### LA DÉGRADATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Il faut travailler dans le bruit, la chaleur, la poussière, la boue qui provient de l'injection d'eau dans la veine et qu'il serait pourtant facile d'éliminer par pompage. Dans l'obscurité aussi, que les lampes électriques déchirent à peine.

Plus les machines vont vite, plus il y a de boue, de la poussière et du bruit. En plus, dans les tailles qui font 50 à 80 centimètres de haut, il y en a beaucoup où il faut travailler à plat-ventre. Pour cela, ces messieurs du CERCHAR, le centre d'études des Houillères, n'ont rien trouvé... Ils sont pourtant nombreux mais ils recherchent d'abord les moyens d'augmenter la productivité ou bien travaillent pour les industries privées (40 % des études). Pourtant, comme les ingénieurs des mines, ces messieurs du CERCHAR font des tournées d'inspection au fond, (à suivre)

## télévision

### programme

MARDI 23 DÉCEMBRE

TF 1  
13 h 30 - DAVID COPPER-  
\* FIELD  
19 h 20 - ACTUALITÉS  
RÉGIONALES  
20 h 30 - MICHEL  
STROGFF  
22 h 05 - THIERRY LE  
LURON SUR TF1  
23 h 00 - JOURNAL et fin

A 2  
19 h 20 - ACTUALITÉS  
RÉGIONALES  
19 h 45 - Y'A UN TRUC  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - LES DOSSIERS  
● DE L'ECRAN  
22 h 00 - DÉBAT  
23 h 15 - JOURNAL  
22 h 40 - FIN DES  
EMISSIONS

FR 3  
19 h 20 - ACTUALITÉS  
RÉGIONALES  
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE  
19 h 55 - JOURNAL  
20 h 30 - LES HORIZONS  
SANS FRONTIÈRES  
22 h 40 - JOURNAL et fin

MERCREDI 24 DÉCEMBRE

TF 1  
19 h 20 - ACTUALITÉS  
RÉGIONALES  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - MARIE-  
ANTOINETTE  
22 h 00 - POIRET EST A  
VOUS  
01 h 15 - JOURNAL et fin

A 2  
19 h 20 - ACTUALITÉS  
RÉGIONALES  
19 h 45 - Y'A UN TRUC  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - SHOW SAL-  
VADOR  
21 h 50 - VEILLEE DE  
NOEL EN PRO-  
VENCE  
1 h 15 - FIN DES  
EMISSIONS

FR 3  
19 h 20 - ACTUALITÉS  
RÉGIONALES  
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE  
19 h 55 - JOURNAL  
20 h 30 - Les grandes ma-  
nœuvres  
Gérard Philippe  
23 h 40 - JOURNAL et fin

## NOTRE SÉLECTION

● Le premier film de Jean Yanne sert de prologue au débat des dossiers de l'écran sur la radio et la télévision. A travers les tribulations d'un reporter radiophonique dans une station publicitaire, Jean Yanne montre certaines tares et fait la satire des méthodes des milieux de la radio et de la télévision. Les conclusions qu'il en tire ne valent pas mieux : mépris total pour les masses représentées comme stupides et éloge de l'arrivisme.

L'absence de contradicteurs dans le débat qui suivra entre bateleurs de la radio : Bellemare, Klein, utilisant le plus souvent la démagogie pour se faire écouter montre bien que rien ne sera remis en cause du rôle de la radio et de la télévision.

\* Emission intéressante

CHIRAC AUX ANTILLES

# LES COLONIALISTES A L'OEUVRE

Chirac quittait la Guadeloupe pour la Martinique, hier, après avoir assisté à une réunion du Conseil Général, car dans ces colonies situées là-bas dans les mers d'Amérique Centrale les organismes coloniaux ont le même nom que les institutions de la Savoie ou du Puy de Dôme. Les conseillers révisionnistes et socialistes avaient boycotté la réunion; c'était pas pour protester contre le renforcement de l'emprise coloniale que Chirac et Stirn ont dans leurs bagages. Ces messieurs protestent parce que les conseillers UDR et giscardiens ne leur ont laissé aucune place dans les commissions départementales. Bref, ces messieurs jugent n'être pas assez intégrés aux administrations coloniales.

Le but du voyage de Chirac n'était pas là. Il venait sur place «vérifier que les directives données

frais de transport puisque pour l'essentiel tout vient de France.

Eh bien oui ! Les directives de Giscard ont été appliquées. Il n'y a jamais eu tant de chômeurs. Les activités agricoles et industrielles continuent d'être liquidées. A la place le tourisme est développé. Le Martiniquais ou le Guadeloupéen n'a de plus en plus que deux issues pour survivre : accepter d'être déporté à l'étranger, à Paris, Lyon, ou Marseille, ou accepter de n'avoir comme occupation qu'amuser et servir les touristes de luxe qui envahissent leur pays. Quand Ansquer, le ministre du commerce annonçait hier que des mesures seraient prises pour soutenir le petit commerce et l'artisanat, il ne précisait pas ce qui serait leur objet ; approvisionner les touristes américains en colifichets et autres babioles. Quant aux mirifiques



par le président de la République au cours de son voyage de décembre dernier étaient bien appliquées. En quoi consistaient ces directives ? Pour l'essentiel à vérifier que dans les départements de Martinique, Guadeloupe, Guyane et Réunion (située elle, dans l'Océan Indien), comme d'autres départements, les lois y soient appliquées.

C'était reconnaître que le changement de nom des colonies n'avait pas changé la chose, que les peuples de ces pays étaient toujours soumis à l'arbitraire colonial. Notamment dans des pays où 25 à 40% de la population est au chômage en permanence, les allocations chômage n'existent pas. Le SMIC est à 80% en dessous du SMIC en France, alors que les prix sont plus élevés parce que les Guadeloupéens et Martiniquais doivent payer les

projets agricoles et industriels, ce sont des études, des ébauches qui coûtent beaucoup d'argent qu'empochent ceux qui sont chargés de les faire, tandis que chaque jour des entreprises ferment, licencient : l'ouvrier qui gagnait 280F par semaine de travail se retrouve du jour au lendemain sans travail, donc sans argent, futur émigré ou futur lardin, voilà les choix que lui imposent les colonialistes français.

C'est cela la départementalisation, à la sauce Giscard. En Guyane, on se prépare à envoyer 30 000 nouveaux colons ; en Guadeloupe et en Martinique on poursuit la destruction de l'économie du pays pour le faire dépendre encore plus étroitement de la métropole. Voilà le plan dont Chirac est en train de vérifier la mise en œuvre.

G.CARRAT

## Martinique : IL Y A MOINS D'UNE SEMAINE, C'ÉTAIT LA GRÈVE



Chirac est arrivé hier après-midi à la Martinique. Il y a moins d'une semaine, c'était la grève générale des employés de commerce. Ils exigeaient 20% d'augmentation des salaires. Les patrons devaient céder. Grèves également dans le bâtiment, plusieurs chantiers de travaux publics étaient arrêtés, trois garages étaient fermés. Toujours des revendications de salaires quand la hausse des prix est au moins le double de celle de la France.

De plus, la révolte se lève contre les privilèges accordés aux Français dans les administrations au détriment des Martiniquais.

## Espagne : ENCORE UNE FOIS LE «LIBÉRALISME»

Fraga Iribarne, nouveau ministre de l'intérieur du régime espagnol, idôle des naïfs de la «libéralisation», et des bourgeois qui les inspirent, définit ouvertement son projet dans une interview au «Figaro», qui titre par une citation : «Nous irons résolument vers la démocratie».

Monsieur Iribarne, qui a été ministre de l'information de Franco, semblerait donc ne pas y aller par quatre chemins. Voyons de plus près. La démocratie de Monsieur Iribarne, c'est le suffrage universel, la concurrence autorisée entre plusieurs partis. A l'exclusion du parti révisionniste, le P(C)E, affirme-t-il. Est-ce donc Carrillo qui est visé ? La conception des libertés en matière syndicale, telle que la développe ce «libéral» de choc, montre bien de quoi il s'agit : interdiction des commissions ouvrières, interdiction que «les syndicats sortent du rôle qui leur est impartit», «purement professionnel, et non politique», «par tous les moyens légaux que nous mettrons à leur disposition».

Quel sera donc le rôle de ces «associations politiques» (Monsieur Iribarne n'aime pas le mot de parti) qui seraient autorisées ? De défendre les différents points de vue bourgeois, alors que toute liberté d'expression continuera à être déniée à la classe ouvrière.

Des contradictions réelles opposent aujourd'hui la vieille garde franquiste aux nouveaux arrivants,

comme Iribarne ou le ministre des affaires étrangères, Motrico. Ces derniers peuvent se fixer pour modèle une société du genre de l'Allemagne Fédérale, comme le nouveau ministre de l'intérieur le fait dans cette déclaration, tandis que les autres entendent purement et simplement en rester à l'ancien système. C'est ce que confirme le limogeage de Luis Peralta Espana, sous-secrétaire d'État à l'intérieur, à qui il a été reproché d'avoir critiqué Motrico.

Mais l'arbre de leurs divergences ne doit pas cacher la forêt de leur accord. L'Espagne n'est pas l'Allemagne. La classe ouvrière y mène depuis des années une lutte dont le sens anti-fasciste est justement ouvertement politique, et pas seulement revendicatif. Qui dirait démocratie, fût-elle bourgeoise, en Espagne, dirait nécessairement son irruption, ainsi que celle des masses populaires, sur la scène. De cela, le «libéral» Iribarne ne veut pas plus que les «attardés» du franquisme.

Est-ce un hasard si le journaliste poli du «Figaro» ne lui a pas posé la question de la libération des prisonniers politiques, ou bien est-ce que la réponse n'aurait pas risqué de gâcher le visage de «démocrate» qu'on cherche à forger à la nouvelle vedette d'un régime qui, au delà des paroles creuses, reste fondamentalement ce qu'il était : fasciste ?

# Le quotidien du peuple

Par milliers, les Martiniquais sont obligés de quitter leur pays, chaque année un peu plus nombreux : on cultive de moins en moins de canne à sucre, de moins en moins de rhum est produit. La banane, principale production de la Martinique est menacée. Par contre la Martinique est transformée systématiquement en terre de tourisme. On coupe les champs par des autoroutes qui mènent aux hôtels plages. La côte est accaparée par des résidences privées, pour le repos des milliardaires, le club méditerranéenne, l'hôtel Hilton s'empare de longues plages pour l'agrément de leurs clients, milliardaires yankees notamment.

La misère de plus en plus grande des travailleurs martiniquais, l'arrogance des colons, voilà ce qui a déterminé les journées de janvier-février 1974. Pendant plus d'un mois, la plupart des travailleurs martiniquais étaient en grève. Les gardes mobiles, les «képis rouges» patrouillaient dans les rues et dans les champs ; à Basse Terre, la principale ville de Martinique, ils encerclèrent un groupe de propagande ouvrier qui se rendait de case en case pour étendre la grève ; ils tirèrent, deux ouvriers étaient tués, de nombreux autres blessés. Un autre fut atrocement assassiné au Lorrain, après une manifestation. Il a été retrouvé étranglé. Rien n'a brisé la volonté du peuple martiniquais de se libérer du colonialisme, de conquérir son indépendance nationale. Chirac ne va pas en Martinique pour rencontrer le peuple martiniquais, mais pour se pencher sur les problèmes des colons, qui veulent tirer le maximum du pays. Malgré lui, il devra affronter la colère du peuple martiniquais.

## en bref ... Sahara Occidental : violents combats à La Guera

La Mauritanie tente de s'emparer de la ville de La Guera au sud du Sahara occidental. Au cours des violents combats qui ont suivi l'armée mauritanienne a eu 39 morts à Tichia, 27 morts à la Guera et 2 à Ain Bentili, localités du sud du pays. Depuis le 11 décembre le garde-côte mauritanien Idini bombarde la ville de La Guera. Les combattants sahraoui ont décidé de saboter la voie ferrée de la Miferma, située non loin de la frontière, et qui sert à transporter le fer mauritanien. Le trafic ferroviaire a dû être interrompu.

La Mauritanie envisage d'étendre leur invasion en s'emparant de la ville de Villa Cisneros qui doit être évacuée par les espagnols. Les troupes mauritaniennes rencontreront une riposte toujours aussi ferme du peuple sahraoui.

## attaques sionistes au Sud-Liban

Des tirs d'artillerie ont opposé l'armée libanaise à l'armée sioniste, pendant une heure, au sud du village de Yaroun. Voici en effet quelques temps que les sionistes cherchent à installer dans le secteur, en territoire libanais, un «poste d'observation» fortifié. L'armée libanaise, dans son communiqué, indique que l'envahisseur a dû se retirer au bout d'une heure de duel d'artillerie. Ces événements montrent une fois de plus, s'il en était besoin, à quel point est précieux, face à l'agression sioniste permanente, tout ce qui peut aller dans le sens de l'unité interne du peuple libanais, de l'unité entre les peuples palestiniens et libanais, et plus largement, de l'unité des peuples arabes.

## Madagascar : oui au référendum

C'est par une très large majorité que les Malgaches ont approuvé la nouvelle constitution et la remise du pouvoir aux mains de l'actuel chef d'État, Didier Ratsiraka, pour une période de sept ans. Le président du conseil de la révolution ainsi confirmé dans ses fonctions disposera des pleins pouvoirs pour une période de 18 mois. On se souvient des mesures positives prises par le régime malgache, ainsi approuvé, contre l'impérialisme : fermeture des bases militaires françaises, nationalisations des banques et compagnies d'assurances étrangères, notamment. Cependant, 85 % de l'industrie, un tiers de la production agricole commercialisée, restent encore entre les mains de Français : la décolonisation de Madagascar n'est pas encore achevée, loin s'en faut !